Envoyé en préfecture le 17/03/2025 Recu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

4 ID:063-216302737-20250220-2025_06-DE



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERA DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt février à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de PERIGNAT-ES-ALLIER, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, en la salle Marie-Claude MARC, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BUCHE, Maire.

Date de convocation : Vendredi 14 février 2025

Nombre de Conseillers :

En exercice : 19Présents : 14Représentés : 0

Votants : 14Absents : 5

<u>Présents</u>: Jean-Pierre BUCHE; Bernard LEON; Colette HENRION; Raphaël AMENTA; Solange MOSNIER; Kevin GAUTREAU; Virgilio DA SILVA; Catherine GRENOUILLOUX; Marie-Angèle RAMOS; Didier GOURMELEN; Fanny OLLIER; Alain DEGRENON; Christelle PACHECO; Michel CREPEL.

Absents: Virginie VINATIER; Louis VIVIER; Céline LAMY; Fanny BLANC; Stéphane BELLUN.

Procurations:

Colette HENRION a été nommée secrétaire de séance.

2025/06

OBJET: MARPA: CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES AGENTS DU SERVICE TECHNIQUE

Monsieur le Maire annonce que les agents du service technique vont être amenés à intervenir à la MARPA pour des travaux d'entretien du bâtiment et chez les résidents pour lesquels la prestation sera payante. Les termes financiers et opérationnels seront précisés dans une convention de mise à disposition signée entre la commune de Pérignat et la MARPA.

Le Conseil Municipal,

- Ouï, l'exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,
- Approuve la mise à disposition des agents du service technique à la MARPA,
- Autorise Monsieur le Maire à signer la convention avec la MARPA fixant les conditions de mise à disposition des agents du service technique à la MARPA,
- Donne mandat à Monsieur le Maire pour signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette décision.

Fait et délibéré à Pérignat-ès-Allier, le jour, mois, an que dessus,

Au registre sont les signatures,

Pour copie conforme

Le Maire

La secrétaire de séance

Colette HENRION

Jean-Pierre BUCHE

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand peut être saisi par voie de recours contre la Présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture du Département du Puy-de-Dôme,
- date de sa publication et/ou de sa notification,

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.